

Mehdi Alioua

« L'Etat marocain était en avance »

Engagé. Le sociologue Mehdi Alioua, méconnu il y a encore quelques années, s'affirme dans les médias en donnant son point de vue sur les questions migratoires. Il sait surtout se faire plus militant quand la situation l'exige.

Une trentaine de personnes sont allongées sur une plage de Rabat, à l'appel notamment de l'actrice Latefa Ahrrare. Toutes imitent la position de Aylan Kurdi, enfant syrien de trois ans, échoué mort sur une plage turque et dont la photo a fait le tour du monde. L'indignation et l'émoi n'ont pas épargné le Maroc. Malgré les craintes du risque terroriste et les préjugés liés aux questions confessionnelles, de nombreux citoyens semblent soutenir l'idée d'un accueil accru de réfugiés syriens. Nous avons demandé son point de vue à un sociologue qui étudie les discours de haine, l'impact des mouvements d'étrangers et de migrants sur les sociétés d'accueil, la construction de réseaux transnationaux de citoyens engagés sur les questions de la mobilité humaine... Mehdi Alioua ne cache pas son engagement, au Maroc et en France, contre le racisme et en solidarité avec les migrants et les réfugiés.

Le Maroc semblait se diriger vers une politique migratoire ouverte, mais la loi sur le droit d'asile dort toujours dans les tiroirs. Est-ce le moment de la réactiver?
Oui, mille fois oui! La politique, c'est aussi savoir agir au bon moment, à la bonne pé-

riode. L'émotion générée par tous ces milliers de morts en Méditerranée a trouvé son paroxysme avec l'image du petit Aylan, dont, j'espère, on retiendra le nom comme symbole de l'inconsistance et de l'inhumanité de la politique migratoire européenne. C'est le moment de relancer la machine de l'hospitalité dans notre pays car nous devons assumer nos responsabilités. Mon sentiment concernant la campagne de régularisation est que le chef de l'Etat, le roi Mohammed VI, a pris le gouvernement et l'administration de court. Seuls la société civile et le CNDH se sont montrés à la hauteur de cet enjeu. Les députés sont très en retard, car ils pensent que la question des étrangers n'est pas importante. Exactement à l'image de leurs homologues européens de plus en plus xénophobes.

Le monarque a rappelé dans un discours que la sécurité des Marocains était une priorité. Peut-on concilier sécurité et accueil des réfugiés?

Oui, bien sûr. C'est bien le contraire qui crée des problèmes. Non seulement les services de sécurité se privent de renseignements utiles en laissant les gens dans la clandestinité, mais cela engendre une méfiance, voire une défiance, de la part des populations qui croyaient en notre pays. Il y a des milliers de personnes et

PROFIL

1977 : Voit le jour à Montpellier en France.

1984 : S'installe avec sa famille à Rabat.

1995 : Débute ses études en France.

2005 : Fonde le Groupe antiraciste de défense des étrangers et des migrants (GADEM).

2011 : Soutient sa thèse de doctorat à Toulouse et retourne vivre au Maroc pour enseigner à l'UIR.

de familles, des petits « Aylan », qui attendent leurs papiers alors qu'ils en ont fait la demande dans les règles. Cela ne favorisera pas la coopération nécessaire pour lutter contre l'extrémisme. Et même ceux qui ont obtenu la régularisation administrative ne peuvent pas en faire grand-chose. Et puis, nous n'avons malheureusement pas besoin des étrangers pour produire nos propres terroristes.

Le Maroc s'est montré ouvert à l'accueil de réfugiés syriens au début du conflit. Puis la roue a tourné. Une politique d'accueil est-elle aussi liée à la géopolitique?

Les Syriens n'ont jamais bénéficié d'un statut protecteur au Maroc, c'est quelque chose qui doit impérativement changer. Par contre, ils ont bénéficié d'une certaine bienveillance, notamment celle du roi, qui a donné ses instructions pour accélérer les procédures de régularisation. Or, sans texte de loi sur l'asile, l'administration les a régularisés de la même manière



qu'un Français venant travailler au Maroc... Sauf qu'ils n'ont pas de travail et, sans reconnaissance du préjudice qu'ils ont subi, ne serait-ce qu'au niveau du statut de réfugié, ils auront du mal à se reconstruire une vie digne. Il faut leur donner un coup de pouce. Pour eux comme pour tous les réfugiés, ils doivent avoir accès au marché de l'emploi. La procédure Anapec est discriminatoire. C'est honteux de faire subir ça aux migrants et encore plus à celles et ceux qui ont fui l'horreur de la guerre.

On a l'impression que, au sujet des réfugiés syriens, les citoyens, au Maroc comme dans d'autres pays, sont en avance sur leurs gouvernements.

Eh bien, pour une fois, je pense que l'Etat marocain était en avance! Mais que, aujourd'hui, le gouvernement peine à trouver les moyens d'accélérer le processus, notamment par crainte d'un rejet de la part de la population. Nous avons eu des actes

et des propos racistes contre les étrangers, exilés ou réfugiés, subsahariens ou arabes, dans notre pays, mais aucune loi pour les condamner. Fort heureusement, malgré

LA POLITIQUE, C'EST AUSSI SAVOIR AGIR AU BON MOMENT, A LA BONNE PÉRIODE

ce que croient beaucoup de nos dirigeants, la société marocaine est accueillante et la solidarité locale est en avance. Il faut rapidement et réellement mettre en place, et de manière pérenne, une nouvelle politique migratoire plus humaine et arrêter de se perdre en conjectures. Concernant les pays européens, c'est rassurant de constater que les peuples n'ont pas perdu leur humanité, et cela devrait aussi faire taire les slogans anti-occidentaux, car ils sont en train de donner une leçon d'humanité à leurs gouvernements mais aussi au monde. Nous ferions bien de les imiter.

Les actions citoyennes, pétitions et manifestations symboliques peuvent-elles avoir une incidence sur nos décideurs?

Cela dépend de leur intensité. Mais ces actions permettent au moins aux citoyens de se retrouver autour de valeurs humanistes universelles de manière pragmatique. Si de ces petites gouttes d'eau surgissent des ruisseaux de civisme et d'entraide, elles alimenteront demain des oueds de solidarité et les décideurs surferont très vite sur ces vagues.

Les pays arabes semblent dans une position étrange : certains d'entre eux accueillent le plus de réfugiés (Jordanie, Liban), d'autres n'en accueillent presque pas. Comment l'expliquez-vous?

Premièrement, le monde arabe n'existe que dans les discours et l'imaginaire collectif, pas toujours progressistes d'ailleurs. Politiquement, il n'y a pas de mécanisme permettant une libre circulation, ni une prise en charge globale, comme ce que tentent maladroitement de faire les Européens. Deuxièmement, les réfugiés syriens font comme tous les réfugiés du monde, d'hier et d'aujourd'hui : ils cherchent l'endroit le plus sûr et le plus proche de chez eux en espérant retourner vite. C'est pour cela qu'ils se rendent dans les pays frontaliers, comme la Turquie, la Jordanie et le Liban. Ces pays les ont acceptés, au niveau de la population, de la société civile comme des gouvernements, alors que les pays du Golfe, plus lointains, ne l'ont pas fait. Avec le temps, les pays frontaliers ne pouvaient plus absorber ces Syriens qui, s'entassant dans les camps et ayant compris qu'ils ne pourraient pas rentrer tout de suite chez eux, se sont dirigés vers

d'autres pays, dont une infime partie au Maroc, mais pratiquement pas dans les pays du Golfe où il y a des problèmes importants au niveau des droits humains : comment refaire sa vie en tant que femme ayant l'habitude d'une certaine forme de laïcité dans un pays comme l'Arabie Saoudite? Comment y refaire sa vie en tant que chrétien ou chiite? Cet exil syrien ne s'arrêtera pas et, au contraire, il augmentera. Il faut en avoir conscience et s'y préparer pour nous montrer dignes de notre tradition humaniste et hospitalière. ■